



LE LIQUEUR DE LA POINTE et COEUR MÉDOC

Édition : Mars 2011

Directrice de la publication: Claudine Rieux. Rédaction collective

SOMMAIRE

Éditorial.....	1
Souffrance en France.....	2
Notre section en deuil	2
Café Citoyen.....	2
La dette publique française....	3
L'école de la République.....	4
L'épouvantail bleu Marine.....	4

AGENDA

23 et 24 Avril :

Salon du Livre à Soulac

21 Mai : Conférence Débat

« L'École de la République »

Cinéma Le Molière à Lesparre
à 14h30

Avec Bernard Teper
responsable à L'UFAL

Mes chère-s ami-e-s

Après les résultats des dernières élections et surtout l'inquiétude, mais non la surprise, suscitée par le taux des abstentions et la montée des idées du FN, plusieurs réflexions, à divers niveaux, s'imposent à nous.

La Constitution actuelle, en regard des exigences induites par les principes de démocratie, le rôle que doivent y jouer les Parlements, le président de la République et les diverses institutions, n'offre pas les garanties nécessaires à l'exercice d'une démocratie moderne soucieuse de justice, de liberté, et de l'intérêt général.

La Constitution de la Vème qui prétendait restaurer « *le gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple* », n'a, tout au long de son histoire, fait qu'instituer le « **gouvernement d'un seul, sans le Peuple et contre le Peuple** ». Un Peuple, comme tant d'autres, soumis à la loi des marchés, dont les droits les plus fondamentaux sont foulés aux pieds et dont le représentant au plus haut sommet de l'État n'est pas tenu de rendre compte de ses actes et décisions devant la nation, alors qu'il a prêté serment de respecter la Constitution et non de la tourner à son avantage. Il faut dire qu'elle porte en elle toutes les dérives possibles, craintes énoncées à l'époque de sa création par la Ligue et les démocrates.

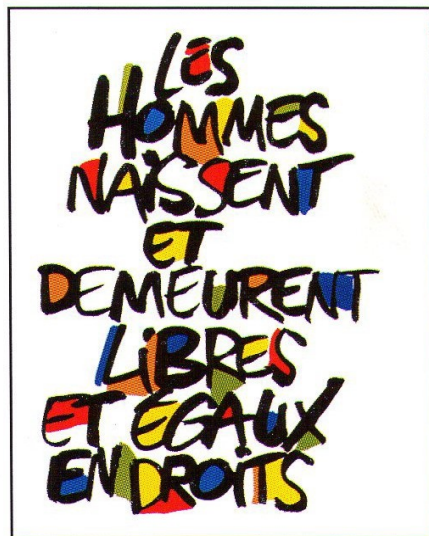
La défiance, de plus en plus grande de nos concitoyens envers les institutions, leurs doutes quand à la crédibilité et la capacité des partis politiques à prendre en compte les aspirations du plus grand nombre et à y apporter des solutions d'avenir réalistes et efficaces dans lesquelles ils pourraient se reconnaître, montre combien il serait nécessaire de refonder notre république sur des bases plus saines.

Depuis trop longtemps maintenant se creuse le fossé entre le sommet et la base, entre les élu-e-s et les citoyens. Depuis trop longtemps a été abandonné le débat d'idées au profit des petites phrases, du politiquement correct, des ambitions personnelles, de la personnalisation du discours et du mandat au détriment du contenu et d'un vrai projet d'avenir ambitieux. Il suffit d'entendre les récriminations ici ou là pour le comprendre.

Mais une nouvelle Constitution, ou la refondation de celle-ci, ne suffira pas à rétablir la confiance et le dialogue avec les citoyens. Il faut revenir au débat de fond et ne pas avoir peur d'affronter les idées populistes, simplistes en en démontant les mécanismes.

C'est ce à quoi notre section va s'atteler dans les prochains mois. Nous allons travailler à démontrer ce que les idées du FN, qui ont colonisés trop d'esprits, cachent de dangers pour le pacte social, les libertés fondamentales, les services publics, la démocratie et enfin la Laïcité.

Votre Présidente



SOUFFRANCE EN FRANCE

Le stress au travail se développe dans nos entreprises depuis quelques années maintenant, et a gagné le secteur public avec les mêmes effets pervers et dévastateurs que ceux que l'on avait observé dans le secteur privé.

Quelques émissions de télévision (émanant de chaînes publiques), ont été diffusées ces dernières semaines sur ce thème. Les mécanismes des nouvelles formes de commandement qu'elles dissèquent sont tout à fait terrifiantes.

Le « management » tel qu'on l'entend maintenant, transforme le salarié en un outil que l'on utilise pour réaliser des objectifs fixés par avance.

S'agissant avant tout de satisfaire les exigences des actionnaires ou les indicateurs (fonction publique), ce sont les conditions de travail qui sont très nettement dégradées, avec des personnels qui sont de moins en moins nombreux.

Ceux-ci évoluent alors dans un univers professionnel où le mépris de tout dialogue social prévaut. La possibilité même d'évoquer l'organisation des missions à accomplir leur échappe.

Le salarié se trouve alors dépossédé de son travail, il est devenu aux yeux de son employeur, un objet dont on se sert: sa qualité d'homme a disparu.

Car il s'agit bien d'une tragédie: plusieurs dizaines de suicides à France Télécom depuis 2002 pour ne citer qu'eux. Son PDG Lombard n'avait-il pas déclaré que cela relevait d'une mode, ou quand l'horreur rejoint le cynisme le plus éhonté!!

CAFÉ CITOYEN

Le 25 Mars s'est tenu un café citoyen sur le thème « Constitution et Démocratie » où nous avons eu le plaisir d'avoir une assistance de 15 personnes dont 5 non ligueurs.

Le lien entre la structure de l'état et le fait que de dérive en dérives autoritaires la vraie nature de notre régime est toujours difficile à mettre en évidence.

L'esprit de la Constitution de la Vème République est empreint du mépris que C. de Gaulle avait pour le parlement. Un homme respectueux du parlement peut très bien faire en sorte que l'assemblée joue un rôle réel, mais une dérive due à un caractère despotique d'un autre peut engendrer des abus de pouvoir et de réelles menaces pour les libertés publiques.

Ces tares constitutionnelles avaient en leur temps été dénoncées par la ligue et les démocrates.

Le débat évidemment à évoqué les possibilités de modifications ou de changement de constitution mais il a surtout permis à chacun de mesurer la nécessité de faire évoluer notre système afin de conforter notre démocratie et renouer le dialogue avec les citoyens.

Dès lors que le travail fourni par le salarié n'est reconnu que sur la base d'une performance qu'il se doit de produire, et ce indépendamment des conditions de travail qui lui sont données, il y a émergence de stress.

En effet, dans cette organisation du travail, ce n'est pas le travailleur qui est considéré mais uniquement ce qu'il produit. Le sentiment de culpabilité viendra ensuite car le « petit chef » va alors exercer un encadrement mêlant la flatterie, la culpabilisation et pour finir, l'autoritarisme pour les plus récalcitrants. C'est la capacité de résistance du salarié qui va déterminer l'ordre et l'intensité de ces méthodes de commandement.

Cette souffrance psychique mais dont les conséquences deviennent très vite physiques, symbole des nouveaux rapports sociaux dans toutes les sphères professionnelles est certes, reconnue par un accord national du 08.07.2008

Cela ne reste néanmoins qu'une simple position de principe, et c'est uniquement par l'action collective que nous pourrions combattre cette tragédie sociale.

Un article du « Monde » de 2008 nous apprenait qu'il y a en France, toutes catégories confondues un suicide par jour. Depuis ces chiffres ne peuvent être qu'en augmentation.

La perversité induite par le management actuel exige de toutes les organisations collectives, syndicales et politiques une réaction et un combat sans faille: il nous faut absolument stopper cette destruction sociale.

**NOUS AVONS UN EMPLOI POUR GAGNER
NOTRE VIE NON POUR LA PERDRE.**

JM Dondez

NOTRE SECTION EN DEUIL

Ce fut en un instant comme un violent coup de tonnerre dans un ciel clair.

Notre ami Cédric, fauché dans la force de l'âge, dans un accident de la route, un soir de fête, comme pour nous rappeler que rien ne nous est acquis, que la modestie ou la gloire sont essentiellement évanescence. Il était la modestie et le dévouement mêmes, apprécié de tous pour ses qualités humaines.

Cédric Jouanin était membre de notre section LDH depuis de nombreuses années. Militant associatif pour qui le mot humanisme avait un sens et qui savait mettre ses actes au niveau des convictions qu'il défendait.

Il savait en peu de mots aller à l'essentiel des questions abordées et savait respecter les engagements des autres. C'est un maillon qui manquera à notre chaîne de fraternité.

Nous assurons Marion, son épouse et ses enfants de toute notre sympathie et de notre affection.

Le pilonnage médiatique à ce sujet, qui sert de motif légitime à toutes les régressions sociales passées, présentes et à venir justifie que l'on cherche à comprendre ce dont il s'agit. Pour cela l'étude du rapport officiel intitulé « rompre avec la facilité de la dette publique » (189 pages) ainsi que l'ouvrage de André-Jacques Holbecq et Philippe Derruder « La dette publique une affaire rentable...A qui profite le système » (155 pages). Le format de l'article est peu propice à un exposé complet du sujet mais peut néanmoins constituer une introduction à un débat. Il me semble que démontrer la manipulation des esprits que cache la présentation fallacieuse, qui en est faite. Cf. le livre de Noam Chomsky « la fabrication du consentement » est nécessaire.

Pour complaire aux agences de notation qui sont aux produits financiers ce que le guide Michelin est à la gastronomie, la dette est présentée selon les normes IFRS « International Financial Reporting Standards » ; c'est-à-dire que l'on prend en compte les engagements présents et futurs de l'entreprise, notamment pour celles qui ont un régime employeur de santé ou de retraite comme aux USA, pour tenir compte d'une possible cessation d'activité. Imagine t- on un instant qu'un état puisse disparaître et qu'ainsi les impôts cesseront d'être perçus ?

Dans la dette publique française on fait la somme des pensions civiles et militaires qui seront versées jusqu'en 2100, soit environ mille milliards d'euros selon la note de Bercy annexée au projet de la loi de finance. On peut donc soustraire 1000 milliards d'euros au chiffre annoncé par les médias puisque les recettes futures vont couvrir les charges futures en matière de retraites. Dans le rapport officiel cité ci-dessus il est écrit que les prévisions au delà de 2050 ne sont pas réalistes.

Il est très difficile d'obtenir un décompte de la dette par nature et de ses contreparties. Un ménage qui achète son logement sait exactement le montant de son actif (le prix de son bien)et de son passif (ce qu'il doit à la banque). Curieusement aucun média ne présente les choses clairement, mais l'on sait que le bilan de notre pays fin 2006 présente un solde positif de 676 milliards d'euros lorsque l'on met en balance l'actif et le passif. Soit + 11 000 € par français.

La dette c'est un choix politique, lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes on peut choisir d'augmenter les recettes ou de réduire les dépenses. L'existence des niches fiscales et de tous les

dégrèvements permet à certains de ne pas contribuer à la hauteur de leurs moyens, mais de placer l'argent ainsi économisé en bons du trésor et de recevoir une partie des intérêts de la dette. Celle-ci représente le deuxième poste du budget, après l'Éducation Nationale et avant la Défense et c'est aussi le montant total de l'impôt sur le revenu. Cela fonctionne comme une redistribution à l'envers.

Selon un rapport de l'OFCE, la dette nette, c'est-à-dire la dette brute moins les actifs financiers détenus par les administrations, la France est endettée à hauteur de 44% du PIB, la zone euro à 58% la zone OCDE à 48% et les USA à 47%.

La dette a surtout son origine dans la privatisation de la création monétaire. L'article 25 de la loi du 3/1/73, VGE ministre des finances, repris dans l'article 104 du traité de Maastricht et l'article 123 du TCE, interdit le rachat par les banques centrales (Banque de France et BCE) des titres de dettes émis par les états, ce qui réserve aux banques commerciales le privilège de la création monétaire. Le montant actuel annoncé de la dette correspond peu ou prou au cumul du montant des intérêts versés depuis 25 ans soit 1152 milliards d'euro. Pour fixer un ordre de grandeur ce chiffre est à rapprocher du montant total des placements des français en assurance vie 1343 milliards d'euros autrement dit l'assurance vie équivaut à 117% de la dette.

Pour conclure, l'assurance vie qui a longtemps été une niche fiscale excède largement le besoin de financement de l'État et le chantage au maintien des trois étoiles (AAA) des agences de notation pour réduire la protection sociale est sans fondement, sauf pour augmenter le montant des dividendes distribués. La demande récurrente de création de fonds de pension en France, qui a pour objet de mettre en opposition les intérêts des retraités à ceux des actifs, va dans le même sens.

Pour finir, le projet de révision constitutionnelle sur l'équilibre budgétaire est une aimable plaisanterie, car tous les responsables financiers savent que pour la présentation d'un budget il est possible de majorer les prévisions de recettes et de minorer les prévisions de dépenses or que fait-on lorsque l'hypothèse de croissance retenue est très optimiste. Si en fin d'année les dépenses ont dépassé les recettes au nom de l'équilibre, faut il ne pas payer les fonctionnaires en Décembre ?

Jean-Louis Duclou

Au moment où notre société montre des signes de crise aggravée, où toutes sortes de manipulations polluent les esprits, où la casse des services public est le passe-temps favoris des élus au pouvoir, où la charité remplace la solidarité, il nous est apparu qu'un grand débat public sur l'École de la République est des plus nécessaire.

Nous devons considérer l'École comme un enjeu majeur parce qu'elle seule peut former des esprits libres, capables de saisir les conséquences d'actions qui peuvent toucher à l'évolution des équilibres sociaux, tels ceux qu'engendrent les développements des technologies, des modes de pensées, les évolutions des métiers, qui touchent les modes de production.

Nous avons proposé la date du 21 Mai pour la tenue de ce débat et invité la section de Pauillac à y participer, ce qu'elle a accepté.

Nous aurons comme intervenant Monsieur Bernard Teper, responsable du secteur Education Populaire de L'UFAL (Union des Familles Laïques).

Cette association a pour objectif de permettre à chacun de trouver sa place dans la société, elle combat pour le respect des droits fondamentaux, elle défend un enseignement aux principes laïques rigoureux et nous connaissons ses compétences et ses fines analyses.

Ce débat public devrait permettre de donner aux participants des informations sur les menaces cachées derrière de « bonnes manières » ; par exemple ; que cachent les tenants de thèses qui présentent les laïques et les républicains comme « de vieux dogmatiques aux esprits un peu sclérosés ».

Ces gens se réclament comme étant les défenseurs d'une laïcité raisonnée, reconnaissant les divisions ethniques, les cultures, les religions comme étant nécessairement motifs à mettre en avant la fameuse « laïcité positive » chère à Monsieur Sarkozy.

Comment assurer une bonne formation des enseignants ?

Comment assurer un socle commun de connaissances efficaces à tous les enfants de ce pays ?

Comment améliorer la démocratisation de l'enseignement public ?

Comment corriger les inégalités dues aux origines sociales accrues ?

Ce simple survol (non exhaustif) des questions qui ne manqueront pas d'être évoquées, situe l'importance du sujet et l'importance qu'il y a d'assurer un franc et massif succès à cette initiative.

Il y aura appel à la mobilisation de tous nos militantes et militants pour en assurer la publicité et la réussite.

**21 Mai Cinéma « Le Molière » Lesparre
14 heures 30 précises.**

L. Rieux

Les sondages et l'épouvantail bleu marine

Malgré tout ce que l'on peut dire sur le sérieux et la pertinence des sondages il est vain de se voiler la face (sans jeu de mot) le FN est en progrès ; le FN est une menace pour la paix sociale dans ce pays.

Pour faire peur aux oiseaux noirs posez un épouvantail habillé de bleu marine et habillez toute la population des mêmes habits et vous verrez que les oiseaux noirs ne seront plus effrayés.

On peu dire aussi qu'avec des taux de 25%, et plus, le taux d'alcoolémie est très largement au-delà du tolérable et que notre démocratie est ivre, et, que l'épouvantail en sera encore moins remarqué.

Le FN est une menace sérieuse, mais surtout ce sont les idées cachées dans son programme qui représentent la vraie menace . **Car il a un programme !**

Ce n'est pas seulement avec de bonnes intentions dans le domaine économique et social que l'on combattra le racisme ordinaire qui motive les sympathies qui vont vers lui ; encore moins les manifestations xénophobes reculeront.

Derrière la soudaine reconversion de Mlle Le Pen à la Laïcité(considérée encore il y a peu comme ringarde) il y a une profonde islamophobie qui pour les raisons précédemment citées sont approuvées, malheureusement, par de nombreux citoyens.

Derrière la volonté affichée d'assurer une école de qualité, il y a le développement du chèque scolaire (idée également dans les cartons de l'UMP) qui conduit à la mise en concurrence des établissements scolaires et à terme le démantèlement du service public de l'Éducation Nationale.

Derrière la volonté de faire payer aux immigrés des charges sociales de 30% supérieures aux autres salariés d'origine Française(sic) ainsi que des limitations de prestations selon les mêmes chiffres se cache bien une entreprise de désolidarisation inacceptable.

Il est plus que jamais nécessaire de combattre ce programme criminel de toutes nos forces !!

L. Rieux